

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission de la santé,
de la solidarité, du travail
et de l'emploi

Papeete, le 04 JUL. 2019

N° 76-2019

**Document mis
en distribution**

Le 04 JUL. 2019

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation du projet de convention de financement relatif au dispositif « Chantiers de développement local » au titre de l'année 2019,

présenté au nom de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi,

par Mesdames les représentantes Sylvana PUHETINI et Monette HARUA

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 4303/PR du 1^{er} juillet 2019, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation du projet de convention de financement relatif au dispositif « Chantiers de développement local » au titre de l'année 2019.

La convention cadre n° 92-3 du 30 juin 1992 modifiée relative à la mise en œuvre des chantiers de développement local, permet aux services et établissements publics de l'État et de la Polynésie française ainsi qu'aux associations et communes d'accueillir en stage au sein de leur structure, pour une durée de 1 à 3 mois, des personnes en recherche d'emploi.

La mise en œuvre de ce dispositif conduit l'État et le Pays à conclure chaque année une convention de financement.

Conformément aux articles 169 et 170-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, le projet de convention de l'année en cours doit être soumis à l'approbation préalable de l'Assemblée de la Polynésie française.

I- La convention cadre n° 92-3 du 30 juin 1992

L'article 2 de la convention cadre du 30 juin 1992 précise que les chantiers de développement local ont pour but de procurer une aide financière temporaire et une insertion professionnelle à des populations particulièrement défavorisées, en contrepartie d'un travail d'intérêt général.

Ces chantiers sont ouverts aux personnes âgées d'au moins 16 ans et de moins de 26 ans (*chantiers « jeunes »*) et aux personnes de 26 ans et plus (*chantiers « adultes »*), à la recherche d'un emploi.

Les activités organisées sur ces chantiers ne peuvent avoir de caractère productif, mais doivent être orientées vers des travaux d'entretien, d'assainissement, de remise en état du patrimoine de la collectivité ou de l'organisme d'accueil. Elles peuvent également concerner des travaux de protection de l'environnement et de lutte contre la pollution, ou le domaine de l'action sociale, culturelle et sportive.

Les « *jeunes* » sont occupés sur la base d'un mi-temps pour lequel ils perçoivent, au *prorata temporis*, une rémunération égale au SMIG horaire local affecté d'un abattement de 20 %. L'autre mi-temps est réservé à des actions de formation ou d'accompagnement qui peuvent prendre la forme :

- d'un suivi et d'une assistance dans la recherche directe d'un emploi ;
- d'une formation (*stages de remise à niveau, de remobilisation ou formation qualifiante*) qui peut concerner à la fois les connaissances générales et les pratiques professionnelles.

La durée des chantiers « jeunes » peut varier entre 3 et 12 mois.

Les « *adultes* », rémunérés sur la base du SMIG horaire local, ont quant à eux la possibilité d'exercer leur activité sur les chantiers :

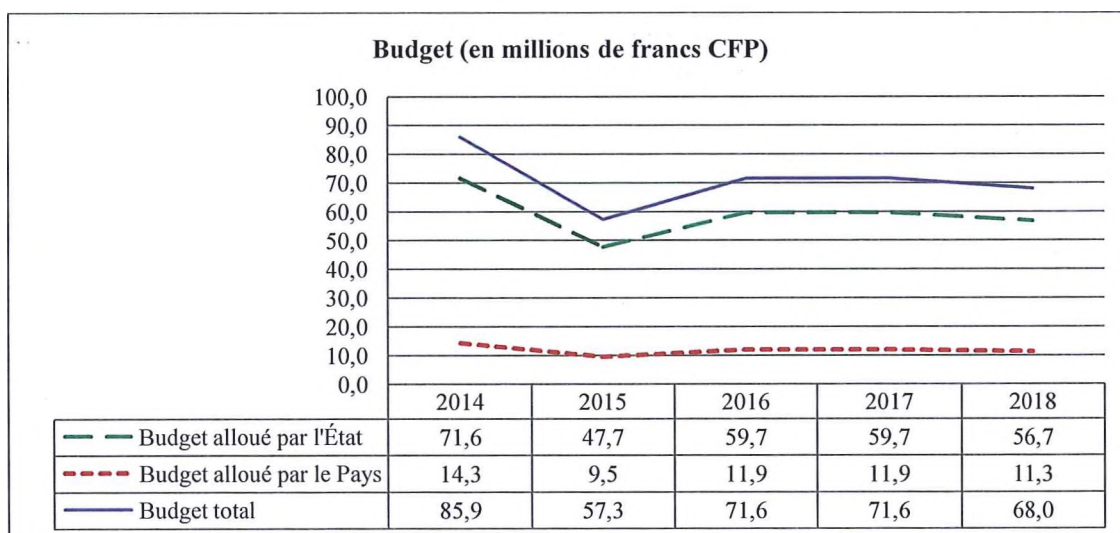
- soit à temps complet pour une durée maximale de 12 semaines par personne et par an, l'horaire hebdomadaire n'excédant pas 35 heures réparties sur 5 journées ;
- soit à temps partiel, la durée totale du temps passé sur les chantiers ne devant pas excéder 12 semaines à temps plein par an.

Les bénéficiaires des chantiers ont le statut de stagiaire de formation professionnelle et sont couverts par la Caisse de prévoyance sociale selon le régime propre à ce statut pour les risques maladie et accidents du travail.

L'État prend en charge la rémunération des bénéficiaires et l'intégralité de leurs cotisations sociales à l'exclusion de la part salariée du risque maladie des bénéficiaires « *adultes* ». La Polynésie française assure pour sa part, à travers le SEFI, le financement des actions de formation et d'accompagnement mises en œuvre.

II- L'évolution du financement sur la période 2014-2018

Le budget alloué par l'État était de 600 000 euros en 2014, 400 000 euros en 2015, de 500 000 euros en 2016 et 2017 et de 475 000 euros en 2018. La quote-part du Pays s'élève à 20 % du budget alloué par l'État.



III- La convention de financement au titre de l'année 2019

Pour l'exercice 2019, la participation de l'État s'élève à 375 000 euros (*44 769 403 francs CFP*) – contre 475 000 euros (*56 682 578 francs CFP*) au titre de l'année 2018, soit une baisse de 21,1 % – versée en deux fractions de 70 % et 30 %. Cette participation de l'État concerne l'indemnisation et les charges sociales des stagiaires. Deux types de publics sont concernés : les adultes (70 %) et les jeunes (30 %).

La dotation 2019 couvre le financement de 956 semaines d'activité à temps complet pour les « *adultes* » à répartir entre les communes (384 semaines), l'État (280 semaines) et le Pays (292 semaines), ainsi que 888 semaines d'activité à mi-temps pour les « *jeunes* » à répartir entre les communes (552 semaines), l'État (36 semaines) et les associations (300 semaines).

La participation de la Polynésie française se matérialise par la prise en charge des coûts de formation et d'actions d'accompagnement au sein d'associations estimées à 75 000 euros (8 949 880 francs CFP) – contre 95 000 euros (11 336 516 francs CFP) au titre de l'année 2018 pour 175 mesures attribuées (182 chantiers « adultes » et 98 chantiers « jeunes »).

Il ne s'agit pas là d'une charge nouvelle pour le budget, dans la mesure où ces formations sont inscrites sur la ligne « formation » du Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI).

Ces formations sont conçues spécifiquement par rapport au profil des stagiaires, généralement très éloignés de l'emploi. Sont ainsi envisagées 240 heures de formation réparties sur 12 semaines dans le domaine de l'initiation au numérique. Cette formation intègre, par ailleurs, des modules généraux qui ont trait à l'expression écrite et orale, l'éducation familiale et sociale, la connaissance de l'entreprise et la découverte des métiers.

À l'issue de cette formation d'initiation, il sera proposé aux stagiaires de poursuivre leur cursus vers une formation pré-qualifiante ou qualifiante afin d'augmenter leur taux d'employabilité.

*

* *

Examiné en commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi le 4 juillet 2019, le projet de délibération portant approbation du projet de convention de financement relatif au dispositif « Chantiers de développement local » au titre de l'année 2019, a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi propose d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LES RAPPORTEURES

Sylvana PUHETINI

Monette HARUA

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : EMP1900415DL

DÉLIBÉRATION N°

/APF

DU

portant approbation du projet de convention de financement
relatif au dispositif « chantiers de développement local » au titre
de l'année 2019

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1083 CM du 1^{er} juillet 2019 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2019/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi ;

Dans sa séance du

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Le projet de convention de financement relatif au dispositif « chantiers de développement local » au titre de l'année 2019 annexé à la présente délibération est approuvé.

Article 2.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Le président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG



Convention de financement n° du

- 1 -

Article 1 : Coût du dispositif

Les crédits consacrés par l'État et la Polynésie française au financement du dispositif « Chantiers de développement local » en 2019 sont définis de la manière suivante :

- pour l'État : 375 000 euros (44 749 403 Fcfp)
- pour la Polynésie française : 75 000 euros (8 949 880 Fcfp)

La ventilation de l'enveloppe annoncée sous réserve des crédits disponibles s'établit ainsi qu'il suit :

FINANCEMENTS	ÉTAT	POLYNÉSIE FRANÇAISE	TOTAL
Chantiers adultes 2019 (70 % de la dotation)	262 500 € 31 324 582 Fcfp		262 500 € 31 324 582 Fcfp
Chantiers jeunes 2019 (30 % de la dotation)	112 500 € 13 424 821 Fcfp		112 500 € 13 424 821 Fcfp
Formation des stagiaires		75 000 € 8 949 880 Fcfp	75 000 € 8 949 880 Fcfp
Total	375 000 € 44 749 403 Fcfp	75 000 € 8 949 880 Fcfp	450 000 € 53 699 283 Fcfp

et selon la répartition prévisionnelle entre les organismes d'accueil, objet de l'annexe 1.

Article 2 : Mise en œuvre des financements

2.1 La participation financière de l'État au bénéfice du dispositif « chantiers de développement local » pour l'année 2019 s'élève à 375 000 euros (44 749 403 Fcfp). Un premier engagement de 262 500 euros (31 324 582 Fcfp) sera réalisé dès la signature de la présente convention.

Les compléments de crédits, à hauteur de 112 500 euros (13 424 821 Fcfp) seront accordés dans le courant de l'exercice 2019, sous réserve des crédits disponibles, permettant de porter la participation financière totale de l'État à 375 000 euros.

2.2 Conformément aux dispositions des articles 6 et 8 de la convention cadre susvisée :

- l'État assure la rémunération et les charges afférentes à l'ensemble des bénéficiaires jeunes et adultes, quel que soit l'organisme d'accueil,
- la Polynésie française prend en charge le coût des actions de formation et d'accompagnement.

2.3 Lors de l'élaboration des programmes de formation des stagiaires, un effort particulier sera fait en faveur des archipels éloignés, notamment en organisant, autant qu'il sera possible, des missions itinérantes de formation.

Article 3 : Durée

La présente convention sera caduque au terme de l'exercice budgétaire 2019.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général du Haut-commissariat et l'administrateur général des finances publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente convention qui sera publiée au Journal Officiel de la Polynésie française.

Fait en cinq exemplaires originaux

Pour la Polynésie française,

Pour l'État,

Annexe 1 - CDL 2019

Répartition selon les organismes d'accueil par nombre de semaines

Base de 375 000 euros soit 44 749 403 Fcfp

Répartition totale sur l'exercice 2019

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	384	552	936
ETAT	280	36	316
PAYS	292	0	292
ASSOCIATIONS	0	300	300
TOTAL	956	888	1 844

Répartition de la première dotation 262 500 €

Répartition de la première dotation de 31 324 582 F

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	196	552	748
ETAT	168	36	204
PAYS	180		180
ASSOCIATIONS	0	300	300
TOTAL	544	888	1 432

Répartition de la seconde dotation 112 500 €

Répartition de la seconde dotation de 13 424 821 F

	ADULTES	JEUNES	TOTAL
COMMUNES	188	-	188
ETAT	112	-	112
PAYS	112	-	112
ASSOCIATIONS		-	-
TOTAL	412	-	412